



**CLUB CONVAINCIRE DU RHÔNE**

**New letter Europe N°59 du 18 mars au 29 Mars 2025**



**LES 100 PREMIERS JOURS de Mme Ursula von der Leyen  
comme présidente de la nouvelle commission européenne.**

Le 11 mars 2025 marque les cent premiers jours du deuxième mandat de la présidente de la Commission européenne; Après l'approbation de son nouveau collège de commissaires par le Parlement européen, elle avait averti "*L'Europe n'a pas de temps à perdre*" pour rattraper le retard du Continent européen en matière d'innovation et de défense, tout en gardant son leadership dans la gouvernance environnementale. Pour combler le fossé économique avec les USA et la Chine sans négliger les questions sécuritaires, elle s'est donné 100 jours pour convaincre et lors d'une conférence de presse, elle a dressé un premier bilan pour maintenir son cap pour l'Europe : **prospérité, sécurité et démocratie** dans une période difficile en présentant un engagement en matière de défense et la création d'un "collège de sécurité", un pacte pour une industrie propre et un nouveau cap pour l'agriculture et l'alimentation .

*"Ce qui a changé au cours de ces 100 jours, c'est le nouveau sentiment d'urgence. Parce que quelque chose de fondamental a changé"*, a affirmé Mme Ursula von der Leyen. Dans ce monde "*où tout est devenu transactionnel*" les valeurs européennes de **démocratie, de liberté et d'état de droit** sont menacées. Devant ce changement radical, où Donald Trump a décidé le lundi 3 mars 2025, la suspension de son aide militaire à l'Ukraine, la Présidente de l'exécutif européen insiste sur la nécessité d'une **Europe plus autonome**. Dans ce contexte, dès le 4 mars, la présentation de l'initiative "**ReArm Europe**" (réarmer l'Europe) permet de mobiliser **800 milliards d'€** (dont 150 milliards de prêts et une dérogation au Pacte de stabilité et de croissance) pour renforcer les capacités de défense des pays européens. Ces mesures ont été approuvées par le Conseil européen des 27 Etats membres lors d'un sommet extraordinaire le jeudi 6 mars 2025.

Pour renforcer la compétitivité industrielle de l'UE tout en accélérant la transition vers une économie décarbonée conformément aux objectifs **de neutralité climatique** à l'horizon 2050, des plans dédiés à une énergie abordable, au logement ou à l'automobile

vont être mis en oeuvre "Je suis profondément convaincue qu'avec l'innovation et la décarbonation, on peut être très performants" à assurer la Présidente de la Commission européenne. Face au déclin de la productivité et de l'innovation dans l'économie européenne, une **boussole pour la compétitivité** doit simplifier les règles administratives, encourager l'innovation, mais aussi améliorer la formation des travailleurs et sécuriser l'accès aux matières premières critiques. Le Pacte pour une **industrie propre** prévoit la mobilisation de **100 milliards d'€** pour des technologies propres et favoriser les achats "Made in Europe"

Après les protestations du monde agricole venant de plusieurs Etats membres, Mme Ursula von der Leyen s'est engagée à présenter une nouvelle feuille de route pour le secteur agricole et agroalimentaire en remplacement de la stratégie "*De la ferme à la table*" lancée en 2021. La Commission européenne a promis de simplifier la **Politique Agricole Commune** (PAC) et de limiter l'importation de produits ne respectant pas certaines normes environnementales mais aussi d'améliorer les conditions de vie et de travail équitables en milieu rural. Pour rendre l'agriculture européenne **attractive**, l'exécutif européen envisage d'encourager les jeunes à entrer dans ces professions où seulement 12% des travailleurs sont âgés de moins de 40 ans. Dès avril 2025, le budget agricole de **300 milliards d'€** devrait être mobilisé avec une réduction des formalités administratives, mais beaucoup d'experts avertissent du manque d'ambition environnementale de cette politique.

Source : *Tout l'Europe* du 17 mars 2025



Crédits : Commission européenne

## LA DÉFENSE : Quelles compétences de l'Union européenne ?

Dès 1950, les 6 pays membres de la Communauté du charbon et de l'acier (Allemagne, Belgique, France, Italie, Luxembourg, Pays bas) envisagent une **Communauté européenne de défense**, en 1954, le Parlement français rejette cette proposition, de peur d'être privé du contrôle de son armée. Il a fallu attendre jusqu'en 1999 pour qu'une **Politique européenne de sécurité et de défense** soit instaurée, qui est devenue en 2007, une politique de défense commune (PSDC) elle donne les moyens militaires et civils pour répondre aux crises internationales (en 2025 : vingt deux opérations sont en cours en Europe, en Afrique et au Moyen Orient). A ce jour, l'UE ne possède pas de forces armées propres mais elle compte sur celles de ses États membres, dans le cadre de la politique commune décidée à l'unanimité. Ensemble, ils mènent des missions civiles et militaires hors des frontières de l'UE.

La Facilité européenne pour la paix, lancée en 2021, peut financer ces opérations militaires et leur fournir du matériel. Elle a subventionné l'envoi d'armes à l'Ukraine et la mission EUMAM Ukraine a permis depuis 2022 de former 70 000 militaires ukrainiens. A travers des instruments comme le Fonds européens de défense, l'UE soutient également la recherche et l'innovation en matière d'armement. Jusqu'à maintenant la politique européenne de défense complète l'OTAN (Organisation du Traité de l'Atlantique Nord). Dans les 32 pays adhérents à ce traité, 23 sont membres de l'UE dont l'article 5 de cet accord de défense, implique qu'une attaque contre un membre de l'Alliance est considérée comme une attaque dirigée contre tous les Alliés. Mais l'UE dispose également de sa clause de défense mutuelle par l'article 42.7 du traité de l'Union européenne qui oblige les Etats membres à porter assistance à l'un des pays membres si il est agressé sur son territoire. Les Etats membres de l'UE peuvent mettre en oeuvre un certain nombre de missions et d'opérations communes de sécurité et de défense dont des actions conjointes en matière de désarmement, des missions humanitaires et d'évacuation, les missions de conseil et d'assistance en matière militaire, les missions de prévention des conflits et de maintien de la paix, mais aussi des missions de forces de combat pour la gestion des crises, y compris des missions de rétablissement de la paix et les opérations de stabilisation de fin des conflits. La Politique de Défense Commune vise aussi à lutter contre le terrorisme, y compris par le soutien apporté à des pays tiers sur leur territoire. L'UE distingue les missions des opérations. Les missions se concentrent davantage sur le conseil et l'assistance, alors que les opérations impliquent un déploiement de forces armées plus important et potentiellement des actions de combat.

Source : Tout l'Europe du 26 mars 2025



## UNION EUROPÉENNE Comme acteur des négociations pour l'Ukraine !

Le président des USA Donald Trump et celui de Russie Vladimir Poutine ont exclu l'Europe dans les négociations avec l'Ukraine, mais la fin des sanctions liées aux exportations de produits agricoles et d'engrais, dépend en effet des pays membres de l'Union européenne. Sans accord unanime des 27 Etats de l'UE, les mesures restrictives contre la Russie resteront en vigueur. Lors de la réunion de la coalition des volontaires pour l'Ukraine regroupant une trentaine de pays le jeudi 27 mars 2025 à Paris, le Président français Emmanuel Macron a déclaré "Il ne peut y avoir de fin des sanctions avant que la paix ne soit établie" et le Premier ministre Britannique Keir Starmer a affirmé "Il est absolument clair que la Russie cherche à retarder la paix et ce n'est donc pas encore le moment de lever les sanctions". Mme Ursula von der Leyen Présidente de la Commission européenne a confirmé "Les sanctions restent en vigueur".

Le Président américain veut parvenir rapidement à un accord à tout prix, au risque de compromettre la souveraineté de l'Ukraine. Emmanuel Macron suggère que Donald Trump se fait manipuler par Vladimir Poutine, car si l'acceptation de l'Ukraine d'une trêve totale de 30 jours sans conditions est un "*succès de l'action du président Trump*", il doit maintenant se tourner vers les Russes et leur dire qu'il faut faire la même chose. En l'absence de réponse positive des Russes "*Trump se sentira floué, trahi*" estime le Président français et il devrait réagir en renforçant les sanctions américaines contre la Russie. Mais le président américain a déjà démontré sa propension à faire des concessions aux Russes sans conditions au détriment des intérêts de l'Ukraine et des Européens. Dans cette situation, l'UE et ses États membres devront s'opposer à Donald Trump, mais celui-ci pourrait utiliser les droits de douane comme instrument de pression et d'échange avec les Européens sur les sanctions contre la Russie.

Dans la coalition des volontaires pour l'Ukraine, le président français et le premier ministre britannique sont déterminés à envoyer des soldats sur le terrain, des avions pour protéger les cieux et des navires pour garantir la liberté de navigation en mer Noire, même si il n'y a pas unanimité de tous les pays engagés, certains hésitent par crainte d'un affrontement directe avec la Russie. Le contingent des volontaires sera une "*force de réassurance*" a déclaré le président français. Les soldats seront déployés dans certaines lieux stratégiques pour démontrer un soutien dans la durée et une force de dissuasion d'une éventuelle agression russe. Cette présence militaire européenne aux côtés de l'armée ukrainienne est considérée en termes de dissuasion. "*La Russie n'a pas son mot à dire sur le soutien que nous apportons à l'Ukraine, ni ne peut dicter les conditions d'une paix durable. Car la souveraineté de l'Ukraine et la sécurité de tous les Européens sont en jeu*". a déclaré Emmanuel Macron Président de la République Française

Source : *La Matinale européenne du 28 mars 2025*

